LA DETTE PUBLIQUE N'EST PAS LA DETTE DES TRAVAILLEURS ET DES SERVICES PUBLICS, MAIS CELLES DES SPÉCULATEURS, MULTINATIONALES & BANQUIERS [PARTIE 2]

Avec plus de 3300 milliards d'euros, la dette publique de la France apparaît comme une masse financière très significative. Celle-ci est utilisée à des fins idéologico-politique par les grands patrons, les milliardaires, leur personnels et institutions (en premier lieu la Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne) et leur appareil politico médiatique pour attaquer le modèle social construit par les luttes et les conquêtes de la France des travailleurs, depuis près de deux siècles. Utilisant tel un rayon paralysant le chiffre de la dette publique, en la rapportant au chiffre de la richesse produite annuellement en France, cela tentent de faire peur au peuple français dans un odieux chantage à la dette. Menaçant de faillite si la France des travailleurs refusait de se serrer la ceinture. Nous avons vu dans un épisode 1 en cinq raison pourquoi il n'y a aucune raison d'avoir peur et donc de céder à ce chantage. Dans cette épisode 2 de notre enquête nous allons poser et répondre à une seconde question qui est fondamentale lorsque l'on parle du remboursement d'une dette. Qui a généré et qui est responsable de cette dette. Car la manipulation idéologique grossière, visant à dire dans un sophisme douteux la dette publique c'est la dette de la France, la France c'est les Français, dont les Français doivent payer cette dette en se serrant la ceinture ne tient pas compte de qui ont été les bénéficiaires de ces 3300 milliards d'euros, visent en réalité à masquer les causes de la dette publique et les solutions s'y fallait y remédier.

Sans faire durer le suspense, la réponse à cette question est limpide. Qui a généré la dette et qui est responsable ?

La dette publique de la France n’est pas constitué des déficits publics résultants des services publics et des

La première question à se poser est de quoi sont constitués ces 3300 milliards d’euros de dette publique.

Chacun le sait, une dette est constituée d’une partie en capital qui est la somme initialement empruntée, et d’une partie en intérêts qui est l’éventuelle rémunération du préteur lorsqu’il y en a une. Celle-ci est fonction du taux d’intérêt fixé par le préteur à l’emprunteur. Par exemple, pour un achat immobilier pour un logement de 300 000€, si un ménage qui cumule un revenu de 4100€ par mois emprunte ces 300 000€ sur 25 ans à un taux d’intérêt annuel brut de 2,5%, avec remboursement à mensualité fixe (1345,85€) et un amortissement constant, la dette contractée au total est constituée du capital emprunté (300 000€) et des intérêts générés par le prêt (103 755€), c’est à dire une dette totale de 403755€. On remarque deux choses :

- les intérêts ont augmenté l’endettement total de 35%.
- avec une mensualité ne dépassant pas 33% du revenu du ménage, ce ménage s’est alors endetté à un taux de 821% lors de sa première année de crédit immobilier. C’est 8 fois plus que l’endettement public actuel de la France (environ 110% du PIB).

Les mécanismes d’emprunt par France Trésor de la dette publique sont un peu différents, avec notamment la réalisation d’emprunt à termes : ceux-ci donnent lieu a remboursement du capital emprunté à la fin de la durée du prêt (par exemple 8 ans) tandis que les intérêts sont dû chaque année selon le taux du prêt. Par exemple

D’après les chiffres publiés par l’INSEE [2] la somme des intérêts sur la dette publiques versées depuis 1959 s’élève à 1760,5 milliards d’euros.

On comprend ainsi beaucoup mieux la constitution et l’augmentation considérable de la dette publique de la France. Celle-ci résulte de l’usure exercée contre le pays par les spéculateurs financiers. C’est à dire par la classe capitaliste.

De fait, si on fait le total des paiements effectués par l’Etat pour la dette – qui correspondent aux dépenses pour « charge de la dette » du budget de l’Etat – d’une part, et le total cumulé des déficit public du budget de l’Etat (c’est à dire le besoin de capital à emprunter chaque année) depuis 1974 et l’obligation pour l’Etat de se financer sur le marché financier privé et non auprès de la Banque de France, on s’aperçoit que les français ont payé 1246,7 milliards d’euros aux marchés financiers ce qui est nettement supérieur au total des déficits publics (1181,8 milliards d’euros).

Dit autrement et de façon plus simple, s’il n’y avait pas eu d’intérêt sur la dette, il n’y aurait pas de dette publique.

La suite sur Initiative-Communiste [...]

Lire l'article sur Initiative-Communiste